

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article636>

Guadeloupe, pour l'appropriation de la mémoire et du travail

- Expressions - Entretiens -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : mercredi 1er mai 2002

Mis à jour le : mercredi 12 novembre 2008

UGTG.org

Alors que la Guadeloupe est travaillée par de nombreuses grèves revendicatives et de transformation sociale et que l'année 2002 est marquée par le bicentenaire de la lutte contre le rétablissement de l'esclavage, nous nous sommes entretenu avec **Serge Apatout**, responsable des relations internationales à l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG) afin de mieux comprendre le rôle actif qu'y joue l'UGTG.

Alternative libertaire : Depuis quelques mois les grèves se développent en Guadeloupe (ANPE, impôts, KFC, hôtellerie...) dans un contexte social très tendu ? Comment expliques-tu ce regain de combativité ? Et de quelles perspectives sont porteurs ces conflits ?

Serge Apatout : Perspective de transformation sociale, notamment par l'émancipation de l'homme qui, par son combat au sein de l'UGTG, gagne en dignité. L'UGTG, dès sa création, a pris position pour l'indépendance et le droit à l'autodétermination. Avec la mondialisation on est au coeur du problème. Patronat, élus et gouvernement français font tout pour réussir cette mondialisation.

Prenons les 35 h. C'est une idée généreuse au départ de solidarité avec les travailleurs privés d'emplois. L'UGTG les a négociées ou imposées dans le privé. Dans la fonction publique, le gouvernement a publié un décret instaurant un socle de 1 600 heures annuelles ce qui aurait pour conséquence d'augmenter le temps de travail des agents en faisant perdre les acquis des jours fériés locaux. Les fonctionnaires pensaient en général qu'on ne pouvaient rien faire.

Pourtant à l'ANPE, nous avons fait sauter le verrou du décret des 1 600 heures et obtenu des créations d'emplois. Pour cela il a fallu 80 jours de grève et de manifestation.

Aujourd'hui il faut aller plus loin et contrer cette mondialisation qui veut écraser les travailleurs, comme on le voit avec les coups portés à l'OIT (Organisation internationale du travail), permettant ainsi de licencier les femmes enceintes, d'instaurer le travail de nuit des femmes ou encore de légaliser le travail des enfants dès l'âge de 13 ans.

AL : Comment l'UGTG articule-t-elle son implication dans ces luttes, qu'elle impulse souvent, avec son projet de décolonisation de la Guadeloupe ?

S.A. : On est confronté à un conditionnement post-esclavagiste. Pour ceux qui dirigent, tu es inférieur, le patron fait son boulot, le maire, c'est pareil, et on cherche à inféoder les travailleurs à ces 'responsables'.

Mais à l'UGTG, nous disons qu'il faut intensifier la lutte de classe et que c'est par la grève générale, sur la base d'un programme d'action de la classe ouvrière et la désobéissance civile que nous imposerons à la France la négociation d'un dispositif de décolonisation et de développement économique et social dans l'intérêt du peuple et des travailleurs guadeloupéens.

AL : Mai 2002 sera donc miné par le bicentenaire de la lutte contre le rétablissement de l'esclavage par Napoléon Ier, mais aussi par l'anniversaire de l'abolition de l'esclavage (27 mai 1794). Des mobilisations, au nom de la mémoire des esclaves qui ont lutté pour leur émancipation, sont prévues. Quelle part allez-vous y prendre ?
Quels autres mouvements en sont partie prenante ?

S.A. : L'UGTG a programmé une série de manifestations à cette occasion. La tendance actuelle est à l'union des travailleurs en Guadeloupe. L'intersyndicale englobe la FSU, le SPEG (enseignants guadeloupéens), l'UNSA, la CGTG et l'UGTG.

Le 1er mai sera donc unitaire. D'autres manifestations se dérouleront durant le mois de mai. Elle permettront de battre en brèche l'histoire officielle qui est celle des colonisateurs et qui fait la part belle à Bonaparte responsable du

rétablissement de l'esclavage en mai 1804.

Un peuple sans mémoire ne peut pas exister. Il faut prendre racine sur notre vrai socle. Actuellement il y a un travail de réactualisation et de réappropriation de la mémoire guadeloupéenne.

Avec d'autres syndicats, nous avons prévu des manifestations et une marche symbolique de la mémoire sur la trace des combattants contre l'esclavage (Ignace tué à Baimbridge, Delgrès qui s'est dynamité à Matouba'), visite des sites symboliques et des lieux de combats avec un comité d'historiens pour nous éclairer. L'UGTG appelle les travailleurs et l'ensemble du peuple à rendre hommage à ces valeureux combattants et à suivre leur exemple de courage et de combativité pour construire notre pays.

Nous voulons contribuer ainsi à un travail de reconstruction de la mémoire.

Outre les liens avec les organisations syndicales de Guadeloupe, l'UGTG entretient des relations avec des organisations de Guyane, Martinique, Haïti, Saint-Domingue et Cuba.

AL : Ce bicentenaire n'est-il pas l'occasion de porter avec force la questions des réparations et celles-ci ne constituent-elles pas un préalable pour rendre l'indépendance viable ?

S.A. : Il y a le combat pour s'affirmer comme fils d'esclave. Mais le combat pour le remboursement de la dette coloniale et esclavagiste est lui aussi très important. Sur cette question, notre congrès a adopté une résolution. Le colonialisme nous doit réparation et l'UGTG adhère aux revendications du Comité mondial pour les réparations psychologiques, sociales, morales, économiques, culturelles et spirituelles.

AL : l'UGTG incarne un combat antiraciste, anticolonialiste et de classe. Si les luttes que vous organisez visent à améliorer les conditions de vie et de travail des travailleurs de Guadeloupe, elles ont aussi pour objectif la prise de contrôle de secteurs économiques aux mains du patronat béké qui descend le plus souvent des planteurs esclavagiste.

Qu'est-ce pour vous que l'alternative ? Que les travailleurs(es) noir(e)s accèdent à des responsabilités aujourd'hui accaparées par les blancs ? Ou s'agit-il en délogeant les békés, d'évincer les capitalistes et de construire un société libre, égalitaire et sans discrimination ?

S.A. : C'est toujours une question de dignité. On ne veut pas devenir les nouveaux capitalistes. On nous a dit que nous étions incapables de prendre des responsabilités.

Pendant ce temps les patrons rackettent, imposent les avantages fiscaux puis ferment les entreprises.

Il n'est pas question qu'on ait pas de maîtrise sur l'outil de travail. Notre démarche vise à pousser les travailleurs à s'approprier les entreprises fonctionnelles et que les patrons ferment.

Nous voulons que ce soient les travailleurs, et non l'UGTG, qui prennent le contrôle de ces entreprises. Qu'on le veuille ou non, on se situe dans la logique où les gens du pays doivent maîtriser eux-mêmes l'économie.

On pourrait citer plusieurs entreprises, telle cette société de travaux publics mise en liquidation judiciaire et dont les salariés se sont rendus maîtres. Une autre société, La Salade antillaise, a connu trois faillites tout en empochant des subventions de la Région. Lors de la quatrième faillite l'UGTG a convaincu les salariés de reprendre en main l'outil de travail et cette entreprise fonctionne toujours mais à présent sous leur contrôle exclusif. L'ASTPP (transport des produits pétroliers) est en train de connaître un sort similaire. En effet, c'est à la suite d'une décision du patron de vendre l'entreprise que les travailleurs ont décidé d'en prendre le contrôle.

AL : Veux-tu rajouter quelque chose ?

S.A. : Oui j'aimerais dire quelques mots sur le MEDEF de Guadeloupe. Vial-Collet l'homologue d'Ernest-Antoine Seillère revendique lui aussi l'ingérence du patronat en politique... alors que son entreprise KFC viole le droit du travail.

Propos recueillis le 12 avril 2002

Extrait [d'Alternative libertaire](#)

AGENCE DE PRESSE [A-Infos](#)